

BRUXELLES ET PARIS SOUS L'EMPRISE DES LOBBIES FOSSILES

À COUPS DE RÉUNIONS ET DE GROS SOUS, DE SPONSORING
ET DE SUBVENTIONS, LE LOBBY DU PÉTROLE ET DU GAZ
ATTISE LA CATASTROPHE CLIMATIQUE



#FOSSILFREEPOLITICS



GREENPEACE



OBSERVATOIRE
DES **MULTINATIONALES**
SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, POLITIQUE

24 Octobre 2019



Soucieux d'asseoir leur influence dans l'épicentre du dispositif décisionnel européen, les cinq géants du pétrole et du gaz et leurs groupes de pression en faveur des énergies fossiles ont dépensé, au bas mot, un quart de milliard d'euros depuis 2010. Cette démarche s'inscrit dans une stratégie adoptée voilà des décennies par les lobbyistes des hydrocarbures. Celle-ci consiste à réfuter les arguments scientifiques largement admis et à retarder, affaiblir et saboter toute action pro-climat - et ce en sachant pertinemment que ce sont leurs activités qui sont responsables du réchauffement planétaire et de la disparition de communautés entières.

Ce rapport entend faire la lumière non seulement sur les centaines de millions d'euros que ces grands groupes pétroliers et gaziers ont dépensés pour faire pression sur l'UE et la France, mais également sur l'arsenal, aussi impressionnant que pernicieux, de stratagèmes déployés avec succès afin de faire échec à toute législation climatique susceptible de produire des effets.

Pour véritablement faire face à l'urgence et veiller à ce que les mesures en matière de climat et d'énergie soient menées avant tout dans l'intérêt général, nous devons chasser les lobbies des énergies fossiles de nos politiques.

1/ L'ARGENT ET LES RÉUNIONS À BRUXELLES ATTISENT LA CRISE CLIMATIQUE

LES GRANDES ENTREPRISES FOSSILES ONT DÉPENSÉ DES MILLIONS POUR INFLUENCER L'UE



Dépenses de lobbying au niveau UE par le top 5 des majors pétrolières et leurs groupes de pression 2010-2018



Les cinq principales multinationales pétrolières et gazières – secondées par leurs groupes de pression basés à Bruxelles – ont déclaré avoir consacré, depuis 2010, plus d'un quart de milliard d'euros à des campagnes de lobbying destinées à retarder, affaiblir et saboter l'action en faveur du climat.

BP, Chevron, ExxonMobil, Shell et Total, collectivement responsables de 7,4% des émissions mondiales de gaz à effet de serre entre 1988 et 2015¹, ont admis avoir dépensé 123,3 millions d'euros dans des activités de lobbying en UE sur la période 2010-2018. Leurs 13 groupes de pression ont pour leur part estimé leur contribution à 128 millions d'euros supplémentaires.

ARGENT DÉPENSÉ POUR INFLUENCER LES DÉCISIONS POLITIQUES EUROPÉENNES



Depuis 2010, des lois sur le climat et l'énergie, dont l'importance dépasse largement le cadre de Bruxelles, ont été édulcorées et affaiblies pour se plier aux desideratas de la filière. Les objectifs climatiques de l'UE pour

2030 ont été adoptés sans le moindre engagement en matière d'économies d'énergie et avec une cible terriblement inadaptée concernant les énergies renouvelables, le gaz fossile se taillant la part du lion dans la stratégie 2050 du continent. L'accord international de Paris, quant à lui, ne contient pas une seule mention des énergies fossiles, alors qu'il fait la part belle aux fausses solutions prônées par cette industrie, qui lui permettent de pouvoir ainsi continuer à engranger des profits en polluant à tout-va, comme la capture et le stockage de carbone (CSC)².

Pour étendre son influence, le lobby des énergies fossiles peut compter sur une formidable force de frappe financière, dont le présent document ne dévoile que la partie visible de l'iceberg. Il subventionne ainsi un large éventail de tactiques, entre financement des discussions sur le climat et exploitation du « pantouflage », ces allers-retours de responsables entre secteurs public et privé (voir 2e partie). La seule participation de ces lobbyistes à la prise de décisions constitue en soi un conflit d'intérêts sans précédent, auquel il nous faut immédiatement mettre fin.

IL Y A UNE CONTRADICTION FLAGRANTE ENTRE LES BÉNÉFICES DU SECTEUR, BASÉS SUR L'EXPLOITATION DE SES RÉSERVES DE PÉTROLE ET DE GAZ, ET LA NÉCESSITÉ DE MAINTENIR LA HAUSSE DES TEMPÉRATURES MONDIALES SOUS LES 1,5 DEGRÉ.

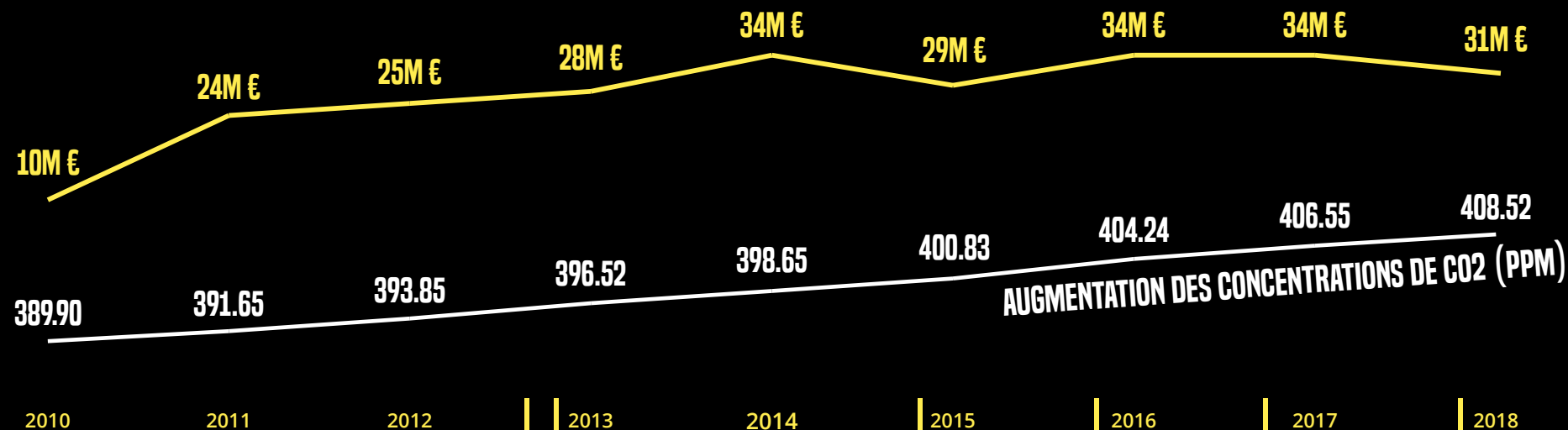
En 2018, les cinq principales sociétés pétrolières et gazières ont réalisé plus de 82 milliards de dollars US de bénéfices, tandis que leurs dirigeants empochaient près de 80 millions de dollars³. ExxonMobil - au courant du changement climatique dès les années 1960 mais qui, pour défendre ses bénéfices, a jugé plus opportun de passer les décennies qui ont suivi à battre en brèche les preuves établies, à calomnier les scientifiques et à saper les politiques climatiques – rétribue son patron à hauteur de 18,8 millions de dollars US. Shell, avec plus de 50 ans de ravages écologiques et de violations des droits humains dans le delta du Niger à son palmarès - verse quant à elle 23 millions de dollars US à son patron.

C'est généralement en période de forte activité législative – souvent plusieurs années – que le lobbying des énergies fossiles atteint son paroxysme. En 2014 (voir graphique), alors que l'UE s'accordait sur des objectifs climatiques et énergétiques pour 2030, le top 5 des majors pétrolières et gazières et leurs associations professionnelles se sont montrés particulièrement prodiges. Cette année-là, les cinq plus grandes entreprises de la branche et leurs groupes de pression ont en effet déclaré avoir consacré 34,3 millions € à influencer l'UE. Résultat ? Des propositions d'objectifs trop peu ambitieux pour espérer confiner le réchauffement climatique sous les 1,5 degré ou permettre à l'Europe d'assumer sa juste part de responsabilité à l'égard de la planète, le crédit en revenant notamment à la force de persuasion du lobby de l'industrie pétrolière et gazière⁴.

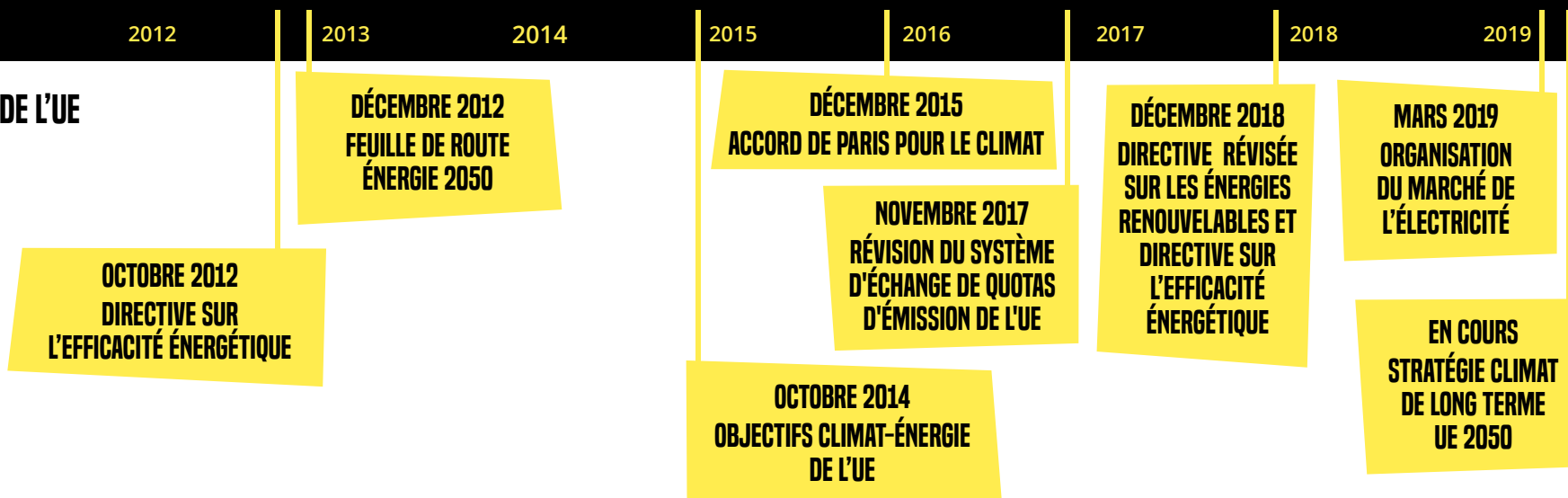


ARGENT DÉPENSÉ CHAQUE ANNÉE PAR L'INDUSTRIE FOSSILE POUR INFLUENCER LES DÉCISIONS DE L'UE

TOP 5 DES MAJORS PÉTROLIÈRES + LEURS GROUPES DE PRESSION

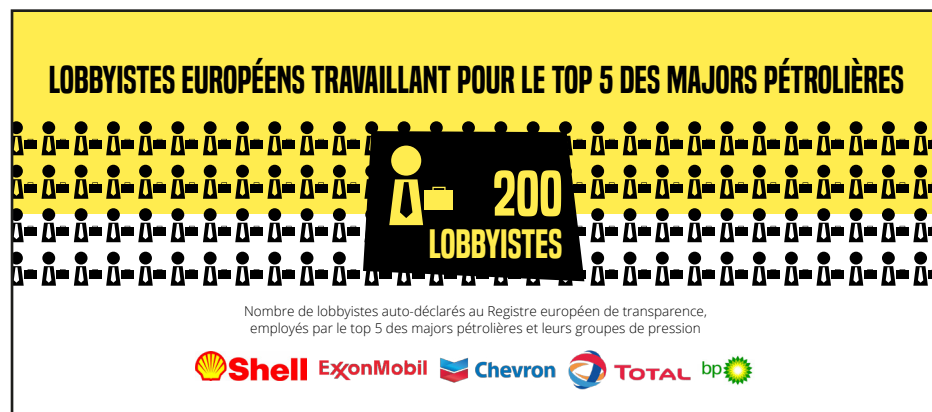


POLITIQUES CLIMAT CLÉS DE L'UE



Dépenses de lobbying à l'UE déclarées par Shell, BP, Total, ExxonMobil et Chevron et leurs groupes de pression

Avoir l'oreille des décideurs de l'UE en matière de climat et d'énergie est un enjeu capital pour ces sociétés : le top 5 et leurs associations affiliées déclarent actuellement employer 200 lobbyistes⁶. Et les groupes de pression de l'industrie pétrolière et gazière jouent un rôle crucial en renforçant les messages de l'industrie et en les relayant auprès des responsables politiques.



L'association professionnelle de l'industrie pétrochimique CEFIC est le groupe de pression le mieux loti en termes de budget avec, depuis 2010, une enveloppe déclarée de 75 millions € servant à influencer l'UE (voir graphique). Les « supermajors » sont tous membres du CEFIC, véritable champion de la fracturation hydraulique et de l'ouverture des portes de l'Europe au gaz de schiste américain, avec des efforts de lobbying qui mènent le climat sur la voie de la destruction⁷.

FuelsEurope, la « voix de l'industrie européenne du raffinage du pétrole », a déclaré avoir consacré plus de 13 millions € à des activités de lobbying auprès de l'UE depuis 2010. Lorsque ExxonMobil, membre de FuelsEurope, a failli perdre ses entrées au Parlement européen en raison de son climato-scepticisme exacerbé et de son refus d'assister à une audition, le groupe s'est empressé d'adresser aux députés européens des menaces écrites à peine voilées. Il a ni plus ni moins laissé entendre que le retrait des badges d'Exxon pourrait se solder par des pertes d'emplois et la fin des investissements dans les énergies décarbonées de la part des membres de FuelsEurope⁸.



LOBBYING AUPRÈS DE LA COMMISSION JUNCKER

Depuis l'entrée en fonction de la Commission européenne présidée par Jean-Claude Juncker en 2014, les cinq plus grandes compagnies pétrolières et gazières et leurs associations professionnelles ont eu pas moins de **327 réunions officielles avec des commissaires européens, leurs cabinets et directeurs généraux**. Cela fait plus d'une par semaine.

Les commissaires (et leurs cabinets) les ayant le plus souvent rencontrés sont :

- Miguel Arias **Cañete**, Commissaire européen à l'énergie et à l'action pour le climat, et/ou son cabinet : **51 réunions**,

- Maroš **Sefcovic**, Commissaire chargé de l'union énergétique et/ou son cabinet: **44 réunions**,
- Elżbieta **Bieńkowska**, Commissaire au marché intérieur et à l'industrie et/ou son cabinet : **20 réunions**,
- Frans **Timmermans**, Premier Vice-président chargé de l'amélioration de la législation et/ou son cabinet : **13 réunions**.

Dans le même temps, le Directeur général de l'énergie, Dominique Rostoli, a participé à 54 réunions.

Le montant total dépensé par le top 5 et leurs associations professionnelles sous l'ère Juncker (2014-2019) s'élève à 162,9 millions €.

327 RENCONTRES DE HAUT NIVEAU ENTRE LA COMMISSION EUROPÉENNE ET L'INDUSTRIE FOSSILE

Depuis 2014, le top 5 des majors pétrolières et leurs groupes de pression ont eu

327 RÉUNIONS

avec des représentants haut placés de la Commission européenne

Plus d'une réunion par semaine

Shell ExxonMobil Chevron TOTAL bp



2/ CONFLITS D'INTÉRÊTS, SUBVENTIONS ET SPONSORINGS EN EUROPE

L'influence néfaste de l'industrie fossile sur notre processus démocratique ne se limite pas à ses ressources financières et à ses réunions, elle n'est pas non plus cantonnée à Bruxelles. Les exemples suivants témoignent de la redoutable efficacité des tactiques mises en œuvre et des liens étroits qu'ils entretiennent avec les décideurs afin de saper et de dévoyer l'action en faveur du climat aux niveaux national, communautaire et international.

En France, la loi Hulot vidée de sa substance par le lobby pétrolier

En 2017, Nicolas Hulot, alors ministre français de l'environnement, annonce un projet de loi destinée à « mettre fin aux hydrocarbures en France ». Le premier projet devait permettre l'abandon progressif de l'extraction des énergies fossiles en interdisant le renouvellement des permis d'exploitation : certains projets pétroliers et gaziers devaient prendre fin dès 2021, et il ne devait plus rester que quelques puits ouverts en 2030.

Cependant, des documents obtenus par les Amis de la Terre France révèlent comment le lobby pétrolier a réussi à faire capoter le projet en vidant irrémédiablement la loi de toute substance.

Un cabinet d'avocats privé défendant les intérêts de la compagnie pétrolière Vermilion s'est plaint auprès du Conseil d'État, l'une des plus hautes instances du pays. La société de lobbying a fait valoir que la loi porterait atteinte aux « attentes légitimes » de profits de Vermilion et menacé de poursuivre l'État devant les tribunaux d'arbitrage consacrés par les traités sur le commerce et les investissements (ISDS ou règlement des différends entre investisseurs et États). Le Conseil d'État s'est rangé du côté « des droits et des libertés » du secteur privé, au mépris de l'intérêt général. Dans la foulée, le gouvernement s'est empressé d'amputer le texte de toutes les mesures les plus ambitieuses.

Les lobbies de l'industrie ont alors mis à contribution les deux mois de débat législatif pour affaiblir davantage la loi, la version finale permettant même le renouvellement, sous certaines conditions, des permis d'exploitation au-delà du date limite de 2040. Une fois la nouvelle loi adoptée, M. Hulot a même signé plus de permis que son prédécesseur. Au moment de démissionner un an plus tard, il évoquera « la présence des lobbys dans les cercles du pouvoir »⁹.



Quand le grand manège public/privé profite au lobby de l'industrie fossile

Après 15 ans de bons et loyaux services au sein du Parlement européen, Chris Davies décide en 2014 de créer son propre cabinet de lobbying. S'allouer les services d'un ancien député européen ouvre bien des portes et permet de compter sur une expertise inestimable. Et ça, Davies l'a parfaitement compris, son agence ne se privant pas de mettre en avant son expérience en matière de « modelage » de la législation européenne en matière de climat et d'énergie et de « *voix politique majeure pour réclamer des mesures visant à promouvoir l'adoption des technologies de capture et stockage du carbone (CSC)* »¹⁰.

Risquée, coûteuse et peu probante, cette technologie est pourtant mise en avant par la filière des hydrocarbures, qui estime qu'elle pourrait en théorie permettre de capter et d'enfouir les émissions produites par la combustion de leur produit plutôt que de le laisser dans le sol. Pourtant, de leur propre aveu, il est fort peu probable qu'elle soit commercialement viable avant 2030 – un délai bien trop long quand on connaît l'urgence de mettre en place des mesures de décarbonisation d'ici dix ans.

Davies a été particulièrement bien secondé en cela par la filière : il a co-rédigé les amendements avec Shell et BP, se targuant d'avoir « fait chanter » la Commission européenne pour arracher des subventions publiques pour les projets pilotes de CSC (qui se sont soldés par un échec aussi cuisant que coûteux)¹¹. Il a par ailleurs été engagé en qualité de consultant par la société de lobbying Fleishman Hillard, qui compte parmi ses clients des groupes de pression du secteur des carburants fossiles, dont Shell et BP, avec qui Davies avaient travaillé lorsqu'il siégeait au Parlement européen¹².

Davies a été réélu député européen en 2019, au moment même où son profil LinkedIn indiquait qu'il « *œuvrait actuellement à la création d'un groupe européen de défense du CSC à Bruxelles* ». Quel meilleur endroit pour le faire que le Parlement européen ? Quelques mois plus tard, des publicités du groupe de pression GasNaturally faisaient leur apparition dans le métro bruxellois, représentant un Chris Davies¹³, député européen, insistant au nom des entreprises fossiles sur la nécessité de recourir au CCS « *pour endiguer la crise climatique* »¹⁴.

L'INDUSTRIE DE L'ÉNERGIE FOSSILE VOIT AINSI DANS CE PANTOUFLAGE ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ UN AUTRE MOYEN DE POLLUER LES PROCESSUS POLITIQUES.



L'industrie du gaz a trop de pouvoir sur l'octroi des subventions

Connecting Europe Facility (CEF) est un programme doté de 30,4 milliards d'euros et destiné à améliorer les infrastructures transfrontalières en Europe, avec 5,35¹⁵ milliards alloués aux projets énergétiques. La lutte contre le changement climatique est l'un des objectifs du CEF, ce qui ne l'empêche pas de financer l'infrastructure gazière fossile : depuis 2014, près de 1,6¹⁶ milliard d'euros ont été consacrés à des projets gaziers, alors même que l'on sait pertinemment que toute nouvelle infrastructure nous enferme dans la dépendance aux énergies fossiles¹⁷. Un paradoxe que l'on doit au rôle clé que joue la filière gaz dans le choix des projets d'infrastructure à bâtir sur des fonds publics.

L'UE elle-même a créé son propre groupe de pression interne sur le gaz, le fameux Réseau européen des gestionnaires de réseaux de transport de gaz (ENTSO-G), chargé de prévoir la demande à venir de gaz (qu'il surestime systématiquement), avant de proposer des infrastructures pour répondre à cette demande gonflée. Les membres de l'ENTSO-G, dont les principaux constructeurs et exploitants de gazoducs d'Europe, décrochent ensuite la majorité des marchés de construction avec le soutien des politiques et de fonds publics¹⁸.

Un tel conflit d'intérêts coûte cher à la planète en verrouillant les infrastructures gazières pour les décennies à venir. Quoiqu'en dise la filière, le gaz n'est ni « propre » ni une passerelle vers les énergies renouvelables. C'est bel et bien une énergie fossile aux effets désastreux sur le climat et qui doit rester dans le sol¹⁹.

Des négociations sur le climat payées par les pétro-euros

Les négociations internationales sur le climat, organisées par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ont reçu à plusieurs reprises le soutien financier d'entreprises fossiles. En 2018, la COP24, qui s'est tenue à Katowice, en Pologne, comptait parmi ses sponsors LOTOS, plus grande compagnie pétrolière du pays (qui prévoit d'étendre ses activités de forage dans l'Arctique), PGNiG, numéro un du gaz en Pologne (qui envisage d'intensifier ses activités de fracturation hydraulique et ses importations de gaz de schiste américain) et PGE, plus gros producteur national d'électricité (dont les centrales au charbon polluantes ont causé 1180 décès prématurés rien qu'en 2016)²⁰.

Ces entreprises aux modèles économiques basés sur le charbon, le pétrole et le gaz sont en contradiction totale avec les objectifs de l'Accord de Paris. Et voilà pourtant qu'on leur offre une tribune pour revendiquer leur prétendu rôle dans la solution au réchauffement climatique, ainsi qu'un accès privilégié aux mécanismes de prise de décision en matière de climat.

Toutes ces sociétés qui saccagent le climat et dont le modèle économique met notre avenir en péril, sont encore et toujours accueillies à bras ouverts en tant que partenaires censés résoudre une crise climatique qui leur profite, et ce malgré les pressions qu'elles exercent depuis le premier jour afin de faire retarder, affaiblir et saboter les mesures climatiques. Sans compter que la légitimité dont ils jouissent au travers de leurs activités de sponsoring des négociations de l'ONU sur le climat vise aussi à les rendre bien plus fréquentables auprès de décideurs politiques et à rendre ces derniers plus réceptifs aux fausses bonnes solutions qu'ils préconisent²¹.

BUSINESSEUROPE, UN VÉHICULE POUR LES LOBBIES DES ÉNERGIES FOSSILES

Un mémo publié en 2018 a mis en lumière les agissements de BusinessEurope, groupe de pression le plus influent dans son domaine à Bruxelles, qui promeut, auprès de ses membres, diverses stratégies de lobbying visant à faire échec, reporter ou dévoyer les initiatives européennes en faveur de réductions plus ambitieuses des émissions de gaz à effet de serre. Ces stratégies cherchaient très clairement à entraver l'action pour le climat susceptible d'entamer les bénéfices de ses membres : le Corporate Advisory

and Support Group de BusinessEurope se compose de BP, ExxonMobil, Shell et Total, ainsi que EDF, Engie, ENI, Equinor, Lukoil, OMV et Repsol.

Si BusinessEurope n'est peut-être pas en soi une association professionnelle ni un groupe de pression sur les énergies fossiles, et si ses dépenses colossales n'apparaissent pas dans les dépenses calculées précédemment, il ne fait aucun doute qu'elle fait du lobbying dans l'intérêt de l'industrie fossile. Depuis cet examen de ses velléités « climatoxiques », BusinessEurope a eu 21 réunions au plus haut niveau avec la Commission, afin notamment de discuter de « politique énergétique » et de « développement durable »²².

3/ EN FRANCE AUSSI, DES LOBBIES FOSSILES TRÈS ACTIFS

(PAR LES AMIS DE LA TERRE FRANCE ET L'OBSERVATOIRE DES MULTINATIONALES)

L'industrie des énergies fossiles est tout aussi influente à Paris qu'à Bruxelles. Pantouflages, rendez-vous de lobbying, campagnes de communication... elle utilise dans les capitales nationales exactement les mêmes moyens qu'au niveau des instances européennes.

Le poids écrasant des lobbies des énergies fossiles

Pour faire entendre sa voix auprès des décideurs français, le secteur du pétrole, du gaz et du charbon ne lésine pas sur les dépenses. Total occupe les toutes premières places à Paris en termes de dépenses de lobbying, avec 23 lobbyistes et jusqu'à 2,9 millions d'euros de dépenses déclarées en 2018²³.



Le « top 5 » des entreprises du pétrole, du charbon et du gaz les plus actives auprès des décideurs est composé de Total, Uniper, EDF, Engie et Vermilion. Collectivement, ces firmes ont dépensé jusqu'à 7,3 millions d'euros en lobbying en 2018 et déclarent employer 53 lobbyistes dans la capitale française. Si l'on ajoute les 5 firmes suivantes, ExxonMobil, General Electric, Vallourec, Teréga et Shell, on atteint jusqu'à 8,6 millions de dépenses et 69 lobbyistes.

Les lobbys du secteur occupent également une place importante, avec jusqu'à 750 000 euros de dépenses de lobbying déclarées en 2018 et 14 lobbyistes employés. Sans compter que les entreprises peuvent généralement compter aussi sur le soutien actif des représentants du monde patronal dans son ensemble, comme le Medef, l'Afep (Association des grandes entreprises françaises) ou le Cercle de l'Industrie.

Contrairement au registre des lobbys de l'Union européenne, il est par contre impossible d'avoir des informations sur le nombre de rendez-vous que les lobbyistes de l'industrie fossile ont avec les décideurs politiques en France.

Total, au cœur des liaisons dangereuses entre pouvoirs publics et entreprises privées

En France, le gouvernement, le Parlement et les cabinets sont de plus en plus peuplés d'anciens cadres du CAC40. La tendance s'est encore accentuée depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Et la réciproque est également vraie. Un grand nombre d'entreprises françaises sont dirigées par d'anciens haut fonctionnaires, issus des rangs de l'ENA ou de Polytechnique, et passés par les cabinets ministériels. Et occasionnellement par d'anciens ministres, comme le PDG d'Atos Thierry Breton. Quinze firmes du CAC40 ont un PDG, un directeur ou un président de conseil d'administration issu de la haute fonction publique, principalement de l'Inspection des finances ou du corps des Mines. Par exemple, Patrick Pouyanné, l'actuel PDG de Total, est ainsi passé par Polytechnique et le corps des Mines. Il a ensuite occupé plusieurs postes au ministère de l'Industrie sous le gouvernement du Premier ministre Édouard Balladur entre 1993 et 1995, puis auprès de François Fillon entre 1995 et 1997. Il rejoint ensuite l'entreprise pétrolière publique Elf et y demeure après son rachat par Total en 2000.

Champion français du pétrole, le groupe Total est aussi un champion du pantouflage et des « portes tournantes », ces allers-retours entre secteur public et secteur privé. En mai 2019, l'entreprise a procédé à un recrutement remarqué : celui de Jean-Claude Mallet, qui a passé sa carrière de haut fonctionnaire dans le secteur de la défense avant de devenir conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian au ministère des Armées puis à celui des Affaires étrangères. Jean-Claude Mallet est le nouveau responsable des affaires publiques – autrement dit des relations avec les gouvernements – du groupe pétrolier. Celui-ci s'est fait une spécialité de ces embauches de haut vol. En 2016, il avait débauché Denis Favier, ancien patron du GIGN et de la gendarmerie, pour en faire son directeur de la sécurité. Dans un autre domaine, Jean-François Minster, éminent spécialiste des océans et membre de l'Académie des sciences, a été recruté comme directeur scientifique du groupe. En sens inverse, des anciens cadres de Total se sont recasés dans le gouvernement d'Emmanuel Macron, comme Ahlem Gharbi, conseillère diplomatique de l'Élysée entre 2017 et 2019, ou Philippe Baptiste, directeur de cabinet de la ministre de la Recherche Frédérique Vidal²⁴.



Autour de General Electric, illustration concrète des méfaits du pantouflage

Le jeudi 20 juin, un amendement portant sur la fin des subventions publiques aux énergies fossiles à travers les garanties publiques à l'exportation²⁵ porté par la députée Delphine Batho dans le cadre du projet de loi énergie-climat, a été adopté en commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale. Voté contre l'avis du gouvernement, cet amendement a été soutenu par le rapporteur de la loi Anthony Cellier. Quelques jours plus tard, lors du passage de la loi en plénière, des députés LR et UDI déposent des amendements de suppression²⁶. Le gouvernement, lui, décide de porter un amendement²⁷ transformant la disposition prévue en la seule publication d'un rapport pour explorer des pistes de modulation de ces subventions aux énergies fossiles. C'est cet amendement qui sera finalement adopté. Le rapporteur qui avait initialement soutenu la suppression de ces subventions aux énergies fossiles revient sur sa position se rangeant derrière le gouvernement. Que s'est-il passé entre temps, pourquoi ce revirement de situation ?

Peu connues du grand public, les agences de crédit à l'exportation jouent un rôle déterminant dans le financement de nombreux projets d'énergies fossiles qui, sans soutien public, ne verraient pas le jour. La suppression de ces financements export aux énergies fossiles devrait donc être une évidence pour un pays qui se prétend garant de l'Accord de Paris²⁸.

En séance, Anthony Cellier déclare avoir « *reçu des coups de téléphones, des alertes, d'entreprises nous expliquant les conséquences de cet amendement voté en commission* ». Le lobby de l'industrie fossile plane. François De Rugy, alors ministre de la transition écologique et solidaire, ainsi que sa majorité agitent le chiffon rouge : si cet amendement reste dans la loi, ce serait un coup de massue pour le site de General Electric à Belfort, qui produit des turbines à gaz²⁹.

Delphine Batho mène son enquête : le directeur de General Electric France, Hugh Bailey, était en 2016 conseiller en affaires industrielles et financement des exportations au cabinet d'Emmanuel Macron, à l'époque ministre de l'Économie et des Finances ; la même année que celle de l'octroi d'une garantie de 70,3 millions d'euros à General Electric Energy Product pour une centrale à gaz en Irak. En septembre 2019, une enquête est ouverte pour prise illégale d'intérêt³⁰. Quelques semaines plus tard, *Marianne* révèle dans un dossier dédié à la reprise par General Electric par Alstom que la Commission de déontologie de la fonction publique, qui l'a autorisé à pantoufler, n'était pas au courant de cette garantie octroyée par l'agence de crédit à l'exportation française pour le compte de l'État, au moment même où il était chargé de ces aides en tant que conseiller à Bercy³¹.



CONCLUSION:

NOUS DEVONS CHASSER L'INDUSTRIE FOSSILE DE NOS POLITIQUES, ET VITE !

L'industrie des hydrocarbures se bat contre les mesures de protection du climat depuis des décennies. À Bruxelles comme à Paris ou ailleurs, son influence est considérable. Ses moyens énormes sont mis au service de la pérennité de son modèle économique et de ses bénéfices.

Ce rapport se contente d'exposer la partie visible de l'iceberg (voir encadré) et nous savons bien que les cinq plus grandes sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse dépensent également des centaines de millions de dollars en publicité, voyages de presse et d'affaires, sponsoring d'événements liés au climat et autres activités destinées à faire avancer leur cause³².

Ces tactiques de lobbying se sont révélées terriblement efficaces, l'action de l'UE en matière de climat étant loin de répondre aux besoins. Parallèlement, l'UE a également plaidé en faveur de la participation de l'industrie fossile aux négociations des Nations unies sur le climat, où sa présence lui permet de continuer à mettre en avant de fausses solutions qui protègent certes leurs bénéfices, mais risquent fort d'aggraver la situation climatique. Il existe pourtant une contradiction fondamentale entre les intérêts du secteur et celui du public - entre leur cœur de métier et un monde qui entend enrayer le dérèglement climatique en maintenant la hausse des températures mondiales en deçà des 1,5 degré Celsius.

Nous sommes confrontés à une urgence climatique, et alors que nos gouvernements prennent des décisions pour tenter de juguler le chaos climatique, réparer notre système énergétique et protéger la population et la planète, nous ne pouvons plus nous permettre de laisser l'industrie fossile user de son accès et de son influence pour pervertir, retarder ou mettre à mal les efforts mis en œuvre.

CHASSONS L'INDUSTRIE FOSSILE DE NOS POLITIQUES !



Les Amis de la Terre France et Europe, Corporate Europe Observatory, Food & Water Europe, Greenpeace et l'Observatoire des multinationales en appellent à nos institutions politiques pour chasser l'industrie fossile de nos politiques avant qu'il ne soit trop tard :

1

Mettre en place un garde-fou pour interdire à l'industrie pétrolière et gazière l'accès aux processus de décision : finis les réunions de lobbying, les sièges au sein des organes de conseil et d'expertise, les rôles dans les organismes de recherche gouvernementaux.

2

Prévenir les conflits d'intérêts des décideurs : fini le grand manège entre la fonction publique et l'industrie fossile ; finis les postes complémentaires ou détachements dans le privé ; fini le recrutement de consultants dans l'industrie.

3

En finir avec le traitement de faveur réservé à l'industrie fossile : finie la participation aux négociations sur le climat ; finies les places au sein des délégations gouvernementales lors des négociations internationales ou missions commerciales ; finies les subventions et les mesures d'incitation.

4

Rejeter les partenariats avec l'industrie fossile : finis le sponsoring et les partenariats ; finies les plateformes d'échange avec les représentants de l'industrie ; finie l'organisation ou la participation aux événements de l'industrie ; finis les dons aux partis ou aux candidats.

MÉTHODOLOGIE

Les chiffres sur les dépenses des lobbyistes présentés dans ce rapport ne sont que la partie visible de l'iceberg. L'industrie fossile dans son ensemble est bien plus vaste que les cinq plus grandes sociétés pétrolières et gazières cotées en bourse que nous avons passées au crible, au même titre que les treize groupes de pression³³ de la filière dont elles sont membres.³⁴ Nous n'avons pas tenu compte non plus des groupes de pression intersectoriels dont fait partie notre fameux top 5, même si BusinessEurope, par exemple, fait du lobbying pour le compte de ses membres issus du secteur énergétique (voir encadré). Ces chiffres n'abordent pas non plus les millions consacrés à la publicité ou à l'image de marque trompeuses liées au climat.

Qui plus est, les dépenses chiffrées des groupes de pression sont basées sur les déclarations volontaires faites auprès du registre de la transparence de l'UE. Depuis 2010, ce registre volontaire des lobbyistes pâtit de multiples absences, omissions et autres déclarations peu réalistes, en raison d'un manque de contrôle, de vérifications ou de sanctions. Ainsi, parmi les organisations prises en compte dans nos chiffres, toutes ne figuraient pas encore au registre en

2010, 2011 ou 2012, et quelques-unes n'y ont adhéré qu'en 2015 - ce qui ne signifie pas, loin s'en faut, qu'elles ne s'adonnaient pas déjà au lobbying avant cela. D'autres omettent tout simplement de déclarer leurs dépenses de lobbying pour certaines années, même une fois inscrites : ExxonMobil, par exemple, n'a déclaré aucune dépense en 2015, alors même que son budget lobbying pour les années précédentes et suivantes s'élevait à 5 millions d'euros (voir graphique). Il apparaît donc clairement qu'il ne saurait y avoir de conformité totale et de transparence réelle sans un registre des lobbyistes qui soit juridiquement contraignant.³⁵

Les données sur les réunions de lobbying ont été prises des données publiées par la Commission Européenne. Depuis 2014, les Commissaires européens, les membres de leurs cabinets et les directeurs généraux de la Commission ne peuvent rencontrer que des lobbyistes enregistrés au registre de transparence. Ils ont également l'obligation de publier ces rendez-vous sur le site internet de la Commission européenne.³⁶

Se reporter aux références en ligne pour de plus amples détails sur la méthodologie.³⁷

REMERCIEMENTS

Publié en octobre 2019 par les Amis de la Terre France et Europe, Corporate Europe Observatory, Food & Water Europe, Greenpeace EU et l'Observatoire des multinationales

Site web : www.fossilfreepolitics.org

Contact : info@fossilfreepolitics.org

Recherches sur l'UE : Rachel Tansey avec des contributions de Myriam Douo et Pascoe Sabido

Recherches et rédaction sur la France : Olivier Petitjean, Cécile Marchand et Juliette Renaud

Edition : James O'Nions

Maquette : Noble Studio

Numéros d'inscription au registre de la transparence de l'UE :
Corporate Europe Observatory : 5353162366-85
Food & Water Europe : 42119616334-41
Friends of the Earth Europe : 9825553393-31
Greenpeace : 9832909575-41
Amis de la Terre France : 315714633757-51

- ¹ The Guardian, Just 100 companies responsible for 71% of global emissions, study says, 10/07/17, <https://www.theguardian.com/sustainable-business/2017/jul/10/100-fossil-fuel-companies-investors-responsible-71-global-emissions-cdp-study-climate-change>
- ² Pour de plus amples renseignements, voir par exemple Corporate Europe Observatory, The Great Gas Lock-in, 2017, <https://corporateeurope.org/en/climate-and-energy/2017/10/great-gas-lock>; Lobby Planet Paris - a guide to corporate COP21, 2015, <https://corporateeurope.org/en/environment/2015/11/lobby-planet-paris-guide-corporate-cop21>
- ³ 2018 Annual reports for Shell, ExxonMobil, BP, Total and Chevron. Reuters, Oil major Total CEO's compensation drops 17 percent in 2018: document interne à l'entreprise, 20/03/19, <https://uk.reuters.com/article/us-total-ceo-compensation/oil-major-total-ceos-compensation-drops-17-percent-in-2018-company-document-idUKKCN1R12JO>, et bulletins de salaire du CEO de BP pour 2018 à 14,7 millions de dollars, 29/03/19, <https://uk.reuters.com/article/us-bp-pay/bp-ceo-dudleys-2018-pay-slips-to-14-7-million-idUKKCN1R17M>; ExxonMobil, 2019 Executive Compensation Overview, <https://corporate.exxonmobil.com/-/media/Global/Files/investor-relations/annual-meeting-materials/executive-compensation-overviews/2019-executive-compensation-overview.pdf>; Eurostat, Wages and labour costs 2018, https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php/Wages_and_labour_costs#Net_earnings_and_tax_burden
- ⁴ Friends of the Earth Europe and Corporate Europe Observatory, Ending the affair between polluters and politicians, 19.03.2014, <https://corporateeurope.org/en/climate-and-energy/2014/03/ending-affair-between-polluters-and-politicians>
- ⁵ Pour l'isolation, basé sur des chiffres pour l'Irlande en 2019 : on estime le coût de l'isolation des murs creux d'une maison jumelée de 3-4 chambres à 600 € - 1000 €, soit 800 € en moyenne. Source : <https://greener.ie/heating/cavity-wall-insulation/>
- ⁶ Basé sur les données du registre de transparence de septembre 2019.
- ⁷ Corporate Europe Observatory, Why the corporate capture of COP21 means we must Kick Big Polluters Out of climate policy, 03.12.2015, <https://corporateeurope.org/en/climate-and-energy/2015/12/why-corporate-capture-cop21-means-we-must-kick-big-polluters-out-climate>
- ⁸ Corporate Europe Observatory et Food and Water Europe, EU Parliamentarians buckle under ExxonMobil lobby pressure, 16.04.2019, <https://corporateeurope.org/en/2019/04/eu-parliamentarians-buckle-under-exxonmobil-lobby-pressure>
- ⁹ Les Amis de la Terre France et l'Observatoire des Multinationales, Les Sages sous influence? Le lobbying auprès du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État, juin 2018, <https://www.amisdelaterre.org/Decryptage-comment-les-lobbies-ont-detecote-la-loi-Hulot-via-le-Conseil-d-Etat.html>; La Croix, Démission de Nicolas Hulot, les lobbys en accusation, 29/08/2018, <https://www.la-croix.com/France/Politique/Demission-Nicolas-Hulot-lobbys-accusation-2018-08-29-1200964804>
- ¹⁰ LinkedIn, Chris Davies, <https://linkedin.com/in/chris-davies-94a77011b/> (profil en accès public, consulté le 23/09/19) ;
- ¹¹ Corporate Europe Observatory, EU billions to keep burning fossil fuels: the battle to secure EU funding for carbon capture and storage, 2010, <https://corporateeurope.org/sites/default/files/sites/default/files/files/article/ccs.lobbying.pdf>
- ¹² Corporate Europe Observatory, Revolving Door Watch: Chris Davies, <https://corporateeurope.org/en/revolvingdoorwatch/cases/chris-davies>
- ¹³ Nous avons contacté Chris Davies qui n'a pas répondu à notre sollicitation.
- ¹⁴ Twitter, @pascoesabido 11:25 AM Sep 13, 2019, <https://twitter.com/pascoesabido/status/1172456236773781505>
- ¹⁵ « CEF-Energy envisage un budget total de €5.35 billion pour les infrastructures énergétiques transfrontalières en Europe pour la période 2014-2020 » https://ec.europa.eu/info/news-energy-union-eu-750-million-eu-funding-available-clean-energy-infrastructure-2019-mar-20_en
- ¹⁶ Calculs de Food & Water Europe, Europe et des Amis de la Terre Europe basés sur tous les appels à projets gaziers CEF pour la liste des projets d'intérêt commun : liste de tous les projets recevant le soutien financier de l'UE dans le cadre de l'appel actuel : https://ec.europa.eu/energy/sites/ener/files/list_of_all_projects_receiving_eu_support_under_the_2019_cef_call.pdf Aperçu de tous les projets financés par le Connecting Europe Facility - Énergie en 2014-2018 : <http://ec.europa.eu/energy/en/topics/infrastructure/projects-common-interest>
- ¹⁷ Friends of the Earth Europe, Commission issues €200m new subsidies for fossil fuels, 25 janvier 2018, <http://www.foeeurope.org/Commission-issues-200m-new-subsidies-fossil-fuels-250128>
- ¹⁸ Fossil Free Europe, Hiding in Plain Sight: How the EU's Gas Lobby is at the Heart of EU Energy Policy Making, https://foeeurope.org/sites/default/files/extractive_industries/2017/entso-g-fossil-free_europe_report_vfinal.pdf; CAN Europe, Fossil fuel subsidies in Europe, <http://www.caneurope.org/publications/blogs/1278-fossil-fuel-subsidies#CEF>
- ¹⁹ Friends of the Earth Europe, Can the climate afford Europe's gas addiction?, novembre 2017, <https://www.foeeurope.org/NoRoomForGas>
- ²⁰ Corporate Accountability et al, Corporate Sponsors of COP24, 2018, https://corporateeurope.org/sites/default/files/fact_files_with_logos.pdf
- ²¹ Corporate Accountability et al, Big Polluters bankrolling COP24, 2018, <https://corporateeurope.org/en/big-polluters-bankrolling-cop24>, and Polluting Paris: How Big Polluters are undermining global climate policy, p.19, https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/pollutingparis_cop23-report_2017.pdf
- ²² Euractiv, Leaked memo exposes business rift on climate change, by Frédéric Simon, 27 septembre 2018, <https://www.euractiv.com/section/climate-environment/news/leaked-memo-exposes-business-rift-on-climate-change/>; BusinessEurope, ASGroup, <https://www.besuisseurope.eu/about-us/asgroup-our-partner-companies>, and EU's 2030 Greenhouse Gas Emission Reduction Target, 13 septembre 2018, <https://www.euractiv.com/section/climate-environment/news/leaked-memo-exposes-business-rift-on-climate-change/>; Lobbyfacts, BusinessEurope, <https://lobbyfacts.eu/representative/5154b37b6e0d-410faa845848df291e92/besuisseurope>, au 23/09/19
- ²³ Tous les chiffres cités sont issus du répertoire des représentants d'intérêts de la Haute autorité pour la transparence de la vie publique : <https://www.hatvp.fr/le-repertoire/>. Dans certains cas, nous avons additionné les dépenses de plusieurs entités appartenant au même groupe.
- ²⁴ Ces deux paragraphes sont extraits de CAC40 : le véritable bilan annuel, Observatoire des multinationales, édition 2019, <https://multinationales.org/CAC40-le-veritable-bilan-annuel>.
- ²⁵ Amendement N° 296 : <http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/1908/CION-ECO/CE296>
- ²⁶ Amendements N° 433 : <http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/2063/AN/433> et N° 644 : <http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/2063/AN/644>
- ²⁷ Amendement N° 839 : <http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/amendements/2063/AN/839>
- ²⁸ Amis de la Terre France, « Pourquoi faut-il mettre fin aux subventions aux énergies fossiles sous forme de garanties à l'export », <https://amisdelaterre.org/Pourquoi-il-faut-mettre-fin-aux-subventions-aux-energies-fossiles-sous-forme-de.html>
- ²⁹ Libération « Roland Lescure : Cette loi ne doit pas être un énième grand soir de l'énergie », 28 juin 2019, https://www.liberation.fr/france/2019/06/28/roland-lescur-cette-loi-ne-doit-pas-etre-un-enieme-grand-soir-de-l-energie_1736944
- ³⁰ Huffington Post « Hugh Bailey, patron de General Electric visé par une enquête pour « prise illégale d'intérêt », 10 septembre 2019 : https://www.huffingtonpost.fr/entry/le-patron-de-general-electric-france-ise-par-une-enquete-pour-prise-illegale-dinteret_fr_5d7797a1e4b0752102331619
- ³¹ Marianne, « Le témoignage accablant pour le patron de GE France, suspecté de prise illégale d'intérêts », 30 septembre 2019 : <https://www.marianne.net/politique/info-marianne-le-temoignage-accablant-pour-le-patron-de-ge-france-suspecte-de-prise>
- ³² InfluenceMap, Big Oil's Real Agenda on Climate Change, March 2019, <https://influencemap.org/report/How-Big-Oil-Continues-to-Oppose-the-Paris-Agreement-38212275958aa21196dae3b76220bdc>
- ³³ Technical Committee of Petroleum Additive Manufacturers in Europe AISBL (ATC), Association Technique de l'Industrie Européenne des Lubrifiants (ATIEL), European Chemical Industry Council (Cefic), European Biodiesel Board (EBB), Fédération belge des industries chimiques et des sciences de la vie (essencia), EUROGas aisbl (Eurogas), European Energy Forum (EEF), European Federation of Energy Traders (EFET), FuelsEurope (FuelsEurope), Hydrogen Europe (HE), International Emissions Trading Association (IETA), International Association of Oil & Gas Producers (IOGP), ETIP ZEP (ZEP). Le dernier, ETIP ZEP, a deux entrées dans le Registre de transparence, l'une expirée ("ETP ZEP (ZEP)") et l'autre active ("ETIP ZEP (ZEP)") – les dépenses de lobbying viennent des enregistrements valides et expirés afin de calculer les dépenses pour les années 2010-2018.
- ³⁴ Ces 13 organisations sont des groupes de pression ou lobbys auxquels un ou plusieurs du top 5 déclarent appartenir dans le registre de transparence, et qui sont eux-mêmes inscrits au registre. Cependant, tous les groupes de pression ne sont pas inclus dans nos calculs : nous avons seulement inclus les organisations dont les membres et/ou les activités sont majoritairement liées à des activités de lobby sur les questions d'énergies fossiles. Cela inclut les associations représentant l'industrie chimique et des lubrifiants, mais exclut les organisations représentant une pluralité d'industries.
- ³⁵ ALTER-EU, Our demands for the Inter-institutional negotiations on the EU Transparency Register, 2018, <https://alter-eu.org/documents/2018/04/iaa-negotiations>
- ³⁶ Voir article 7 du code de conduite des membres de la Commission européenne <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A32018D0221%2802%29>
- ³⁷ Les données du Registre de transparence sur LobbyFacts - qui recense toutes les versions antérieures de l'entrée d'une organisation au registre - ont servi de base de calcul des dépenses historiques. (Lobbyfacts.eu a été consulté en septembre 2019). Lorsque le chiffre des dépenses d'une année donnée a été modifié ou mis à jour, le chiffre utilisé est le plus récent. Lorsqu'un seuil de dépenses de lobbying a été déclaré, le chiffre utilisé est le plus élevé. En ce qui concerne les dépenses des lobbys se rapportant à la période de la Commission Juncker (voir l'encadré A), ces chiffres comprenaient les dépenses pour l'année 2014 jusqu'à la dernière année déclarée, soit 2017 ou 2018 (les chiffres de 2019, et dans certains cas de 2018, ne sont pas encore disponibles). Les données concernant le nombre de réunions de haut niveau au cours de la mandature de la Commission Juncker concordent avec celles que le Registre de transparence a compilées pour chacune des entités inscrites au registre.





#FOSSILFREEPOLITICS

